

**RETRAITÉS
MALTRAITÉS
ARRÊTONS
DE LES
TAXER !**

Depuis son installation à la présidence de la République, M. Macron méprise les retraités, les caricature comme des « riches » et des « nantis ».

Il a gelé les pensions en 2018 et a augmenté la CSG de 25 %, ce qui diminue de plusieurs centaines d'euros par an le pouvoir d'achat d'un grand nombre de retraités depuis le 1^{er} janvier 2018.

ACTION NATIONALE UNITAIRE

CSG

**blocage des pensions
ça suffit !**

Manifestez

**JEUDI 14 JUIN 2018
Rassemblement**

**10h00
Place des jets d'eau
à Vesoul**

Signez, faites signer la pétition pour une loi de finances rectificative

qui annule la hausse de la CSG pour tous, qui met fin au gel des pensions, qui revalorise toutes les pensions.



Le Gouvernement et sa majorité présidentielle n'ont rien compris à la colère des retraité-e-s

Que le gouvernement et le parlement prennent, sans attendre, l'initiative d'une loi de finances rectificative qui :

- annule la hausse de la CSG pour tous,
- mette fin au gel des pensions
- décide de leur revalorisation

Nom, Prénom	Ville	Signature	Nom, Prénom	Ville	Signature

Pour signer en ligne
<http://www.retraiteencolere.fr/>

**A Vesoul, le 15 mars 2018 déjà,
une très forte mobilisation
des retraités.**



**Près de 500 manifestants
sous la pluie et le vent pour défendre les retraités,
rejoints par le personnel des EHPAD**

**Le gouvernement doit
annuler la hausse de la
CSG pour tous,
mettre fin au gel des
pensions
et les revaloriser.**

A l'appel des neuf organisations de retraités, de plus en plus de personnes en retraite expriment leur colère en manifestant :

80 000 le 28 septembre, puis 200 000 le 15 mars dans plus de 160 villes.

Cette colère vient de loin, de l'accumulation d'attaques menées par les gouvernements depuis le printemps 2014 : gel des pensions, création ou augmentation de taxes, suppression de dispositions fiscales spécifiques, etc.

L'énorme succès des manifestations a incité le premier ministre à effectuer un tout petit geste, à exonérer d'augmentation de la CSG quelques retraités... en 2019.

Ce premier recul reste bien trop limité pour calmer les personnes retraitées en colère, c'est un encouragement à une mobilisation encore plus massive pour obtenir la suppression de l'augmentation de la CSG.

Les propos tenus le 12 et le 15 avril à la télévision par le Président de la République confirment qu'il ne veut toujours rien comprendre de la colère des retraités. Il nous dit qu'il ne prend pas les retraités « pour un portefeuille », peut-être, mais il les prend bien pour un porte-monnaie ... dans lequel il tape pour aller grossir les portefeuilles d'une minorité privilégiée.

Le gouvernement multiplie ses « réformes », ses attaques contre certaines catégories sociales.

En multipliant les cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches (laxisme à l'égard de la grande fraude, baisse de l'impôt sur les sociétés à 25 %, plafonnement de l'imposition des dividendes à 30 %, suppression de l'impôt sur la fortune pour les titulaires de portefeuilles boursiers, etc.), il accentue les déficits publics et il maintient la dette, ce qui servira de prétexte à une nouvelle politique d'austérité à l'égard du plus grand nombre, à une réduction supplémentaire des crédits alloués aux dépenses sociales, à la solidarité et au financement des services publics (hôpitaux, EHPAD, etc.).

D'autres mobilisations sociales et syndicales se développent.

Elles représentent un élément supplémentaire nécessitant le maintien d'une pression spécifique de tous et toutes les retraité-e-s.

**RETRAITÉS
MALTRAITÉS
ARRÊTONS
DE LES
TAXER !**

CSG, blocage des pensions... Ça suffit !

**JEUDI 14 JUIN
Rassemblement
unitaire
à Vesoul
10h00**

Place des jets d'eau

Les retraités ne veulent plus être maltraités.

Une année de mesures macroniennes, ça mérite bien un premier bilan !

Le code du travail ? Pulvérisé.

La fiscalité ? A la baisse pour les plus riches, à la hausse pour les plus modestes.

Les corps intermédiaires ? Balayés les syndicats et les partis politiques.

Le pouvoir législatif ? Réduit au rôle d'utilité et bientôt condamné à ne plus exister que comme chambre d'enregistrement.

Les services publics ? Privatisés ou privés de moyens.

Les médias ? En passe d'être muselés ou de finir potiches.

L'opposition ? Toujours à la recherche de la « martingale » qui la fera renaître de ses cendres.

La République ? Menacée par une « mystique » du pouvoir mêlant Ancien Régime et démocratie.

De la France de la Libération, le gouvernement veut faire table rase et dénoncer un État-Providence trop fraternel, née de la Résistance et des luttes sociales.

Maintenant, c'est la « Start-Up Nation » Macron et le « nouveau monde » inspiré du modèle anglo-saxon.

C'est tout cela que les retraités supportent en étant le point de mire du gouvernement.

Oui, il y a de quoi être en colère. La lutte continue ! Le 14 juin, nouvelle journée nationale, absolument nécessaire...

Car le pire est à venir avec la Réforme Générale des Retraites.